



# Analyse des mesures coercitives contre le Venezuela

Par [Javier Alexander Roa](#)

Mondialisation.ca, 12 mai 2019

[Mision Verdad](#) 5 mai 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

## Introduction

Les gouvernements des présidents Barack Obama et Donald Trump se sont acharnés à affaiblir et renverser le gouvernement du président Nicolas Maduro en utilisant tous les outils possibles, allant de la désinformation, de la manipulation des lois par les organismes internationaux et jusqu'au sabotage économique par le biais de sanctions pour bloquer le commerce international du pays. Ils ont eu également recours à une guerre sale, indirecte, qui s'est traduite par l'embauche de paramilitaires, l'infiltration d'armes, la création de faux rapports, une intense campagne de propagande dans les médias pour dénigrer le gouvernement Bolivarien. Ils ont tenté plusieurs fois d'assassiner le président vénézuélien.

La conspiration des États-Unis et de ses alliés internes contre le processus politique bolivarien a commencé pendant le premier mandat du Président Hugo Chávez. Ils ont été en mesure d'exécuter un coup d'État en 2002, de mener une grève pétrolière et d'autres tentatives pour renverser le gouvernement par des coups de force.

Les complots n'ont pas cessé. L'hostilité contre le président Nicolás Maduro a redoublé depuis qu'il a assumé son premier mandat en 2013.

On peut se demander si les États-Unis ne se servent pas du Venezuela en tant que laboratoire pour expérimenter des méthodes de subversion afin de les utiliser ensuite contre d'autres gouvernements qui n'obéissent pas à ses intérêts.

Certains analystes et experts militaires ont qualifié cette persécution et ce harcèlement contre le processus politique vénézuélien de "guerre de basse intensité" qui mêle de façon parallèle un grand nombre d'éléments et d'actions pour déstabiliser le gouvernement légitime de Nicolás Maduro, provoquer le chaos et le mécontentement, créer un climat d'affaiblissement et d'angoisse psychologique chez les Vénézuéliens.

Pour ce faire, ils combinent la propagande dans les médias, le blocus économique avec des sanctions commerciales et financières, le chantage via des organismes internationaux, des moyens politiques de corruption et d'agression.

Le président Nicolás Maduro est peut-être la figure présidentielle la plus persécutée et la plus attaquée de l'histoire contemporaine.

Ses ennemis ont multiplié les moyens pour essayer de renverser son gouvernement ou de l'assassiner. Depuis 2015 (année où l'opposition vénézuélienne a remporté les élections

législatives en obtenant la majorité), outre les manifestations brutales au Venezuela menées par l'opposition en 2014, plusieurs personnes ont été brûlées vives en raison de leur "apparence" chaviste, de leur couleur de peau, de leur façon de s'habiller ou de leurs origines populaires.

Au moins huit faits fondamentaux de conspiration internationale (sans compter l'expulsion du Venezuela du Mercosur en 2017) ont été mis en œuvre pour renverser le gouvernement, détruire le projet politique bolivarien et affaiblir les bases de l'État vénézuélien.

## Chronologie des mesures coercitives unilatérales prises contre le Venezuela

1. Le 9 mars 2015, le président des EU Barack Obama, dans le prolongement des sanctions imposées par le Congrès le 10 décembre 2014, a signé un décret déclarant que le Venezuela était une « menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis ». En conséquence, il a ordonné des sanctions économiques et coercitives contre les principaux responsables du gouvernement vénézuélien et progressivement contre le pays dans son ensemble.

Selon les explications de l'administration Obama à l'époque, les sanctions répondaient à l'"engagement" de « faire progresser le respect des droits de l'homme, de protéger les institutions démocratiques et de protéger le système financier américain des flux financiers illicites issus de la corruption publique au Venezuela [*sic*] »

Ce décret, année après année, a été prorogé par le gouvernement de Barack Obama et par le gouvernement de Donald Trump, ce qui constitue un prétexte pour sanctionner et bloquer l'économie vénézuélienne et limiter les déplacements des fonctionnaires du gouvernement vénézuélien.

Le décret qu'a publié Barack Obama en 2015 représente une agression qui mine le développement et la paix des Vénézuéliens. Ce décret est à la base à l'élargissement des sanctions contre les entreprises et les fonctionnaires vénézuéliens. Il a servi de prétexte pour interrompre les transactions et les négociations commerciales et financières effectuées par le Venezuela.

2. En décembre 2017, le président Nicolás Maduro a annoncé la création d'une cryptomonnaie, le Petro. Il a annoncé parallèlement la création officielle de l'Observatoire de la chaîne des blocus du Venezuela [*Observatorio Blockchain de Venezuela*].

Nicolás Maduro a déclaré aux médias : « Le Venezuela annonce la création d'une cryptomonnaie qui s'appellera le Petro (...). Elle nous permettra d'avancer et de trouver de nouvelles formes de financement international pour le développement économique et social du pays (...). Le Petro sera soutenu par les réserves d'or, de pétrole, de gaz et de diamants du Venezuela ».

Le 19 mars 2018, le gouvernement des États-Unis a publié un décret exécutif qui interdit aux citoyens de son pays et aux personnes se trouvant sur son territoire d'acquérir ou de négocier toute monnaie ou tout bien numérique émis par le gouvernement du Venezuela.

3. Le 4 août 2018, le président vénézuélien Nicolás Maduro a subi une attaque terroriste lorsque deux drones chargés d'explosifs ont explosé près de la tribune présidentielle [lors d'un défilé militaire]. Bien que des images aient été tournées par les médias présents, qu'il y ait eu des blessés, des dégâts infligés à des habitations et que les auteurs de l'attentat

aient été arrêtés, de nombreux gouvernements ont déformé les faits et mis en doute que l'attaque aurait pu provoquer la mort du président vénézuélien et des hautes personnalités qui étaient présentes ce jour-là.

L'attaque a été repoussée grâce à l'action opportune de la garde d'honneur présidentielle qui a utilisé un équipement inhibiteur de signaux, ce qui a réussi à désorienter les drones et à les faire exploser en dehors du périmètre prévu. Cependant, cela n'a pu empêcher certaines personnes d'être blessées. Une maison frappée par l'explosion de l'un des drones a subi de graves dégâts.

Le *New York Times* du 8 septembre 2018, a révélé que le gouvernement de Donald Trump s'était entretenu secrètement avec d'anciens militaires vénézuéliens. Les discussions ont porté sur des plans pour renverser le président Nicolas Maduro, ce qui démontre le lien de ces réunions avec cette attaque qui n'est ni la première et qui ne sera pas sans doute la dernière

Les médias étasuniens comme CNN ont diffusé un reportage qui prouverait qu'un groupe de déserteurs de l'armée vénézuélienne était derrière l'attaque du drone pour assassiner le président vénézuélien Nicolás Maduro en août 2018.

Quelques jours après la révélation de CNN, un porte-parole du département d'État américain s'est contenté de rappeler à la chaîne étasunienne que la politique de son pays était « de soutenir une transition pacifique au Venezuela ».

4. Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó, député d'une Assemblée nationale déclarée en *desacato*, c'est-à-dire en situation d'outrage à la Constitution par les plus hautes instances juridiques du pays, a tenté d'usurper les pouvoirs publics. En présence de quelques partisans du parti *Volonté populaire* (extrême droite fascisante), il s'est proclamé président de la République bolivarienne du Venezuela. Cette action rappelle le coup d'État contre Hugo Chávez en 2002, lorsque Pedro Carmona Estanga, figure de l'opposition et président de la Fédération patronale de chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (Fedecámaras), fut investi comme président du Venezuela.

Quelques minutes après la prestation de serment de Juan Guaidó, le vice-président Mike Pence et le président américain Donald Trump l'ont reconnu en tant que "président par intérim" du Venezuela. À cette occasion, Trump a déclaré :

Aujourd'hui, je reconnais officiellement le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Juan Guaidó, comme président intérimaire du Venezuela. Assumant son rôle de seule instance légitime de gouvernement dûment élu par le peuple vénézuélien, l'Assemblée nationale a invoqué la Constitution de son pays pour déclarer l'illégitimité de Nicolás Maduro et décréter, par conséquent, qu'il y avait vacance de du pouvoir présidentiel.

Dans le même discours, Donald Trump a dit ouvertement qu'il aurait recours à « toute la puissance économique et diplomatique des États-Unis pour restaurer la démocratie au Venezuela » et il a invité les autres gouvernements du continent à reconnaître Guaidó comme seul président légitime.

5. Dans le cadre des mesures coercitives imposées contre le gouvernement de Nicolás Maduro et le peuple vénézuélien le 1er février 2019, les États-Unis, par l'intermédiaire du

Département du Trésor, ont émis une nouvelle ordonnance interdisant de négocier les obligations de la République du Venezuela sur le territoire américain. L'ordonnance s'applique notamment aux citoyens américains qui participeraient à ce type d'opérations.

Cette même résolution stipule que les obligations et titres analogues peuvent continuer à être négociés « à condition que toute liquidation des actifs vénézuéliens sur le marché obligataire, toute aide à leur négociation, transfert ou autres activités du même ordre », soient effectués hors du marché étasunien.

Le président Donald Trump avait déjà signé le 24 août 2017 un décret exécutif qui interdisait de nouvelles négociations sur la dette émise par le gouvernement vénézuélien et sa compagnie pétrolière d'Etat : PDVSA. Il avait également interdit les transactions sur certaines obligations existantes appartenant au secteur public vénézuélien, ainsi que le versement de dividendes au gouvernement de Nicolás Maduro.

La nouvelle mesure de février 2019 est un ajustement de la résolution d'août 2017 ainsi que d'autres résolutions coercitives ayant été prises dans le domaine économique et commercial pour limiter les négociations et les entrées de devises dans l'État vénézuélien.

Plus récemment des sanctions extraterritoriales étasuniennes ont touché le Venezuela. Ce sont des mesures illégales qui font partie d'une série de "délits de lèse humanité". C'est ainsi que le Département du Trésor étasunien a émis le 17 avril 2019 de nouvelles sanctions contre la Banque centrale du Venezuela (BCV), qui l'empêchent d'obtenir des fonds en dollars, de les transférer ou de négocier dans cette monnaie. Plus précisément, comme l'a déclaré John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale, l'objectif vise à « à limiter les transactions nord-américaines avec cette banque et à lui fermer l'accès aux dollars EU ».

Cette mesure, de même que d'autres précédemment imposées, porte atteinte au développement social, éducatif, économique et humain de tous les Vénézuéliens.

6. Le 23 février 2019, les États-Unis ont tenté d'introduire au Venezuela une prétendue "aide humanitaire" depuis la Colombie sans l'autorisation du gouvernement du président Nicolás Maduro et sans la participation des Nations Unies, seule organisation à avoir les services et les moyens pour faciliter l'acheminement d'une véritable "aide humanitaire" et seule habilitée à le faire en fonction du ou des pays bénéficiaires.

Des organisations très peu crédibles comme l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'entité colombienne qui est préposée aux risques de catastrophe nationale (*Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres colombiana*) étaient chargées d'administrer, de contrôler et de gérer le fonctionnement du centre de collecte.

Incapables d'introduire l'"aide humanitaire" sur le territoire vénézuélien, les manifestants ont choisi de brûler le contenu des trois camions qui étaient en tête de convoi du côté colombien de la frontière.

Quelques jours après l'événement, les États-Unis ont convoqué le Conseil de sécurité des Nations Unies pour examiner le cas du Venezuela.

Le 10 avril 2019, l'administration Trump, pour la deuxième fois consécutive, est revenue sur la question vénézuélienne lors d'une session du Conseil de sécurité, le but étant d'imposer une résolution qui permette d'intervenir dans les affaires intérieures du Venezuela ou même de lancer une intervention militaire.

Le même jour, le Président Nicolás Maduro a tenu une réunion avec le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer. Ils ont convenu de l'entrée d'une aide humanitaire au Venezuela.

7. Le 7 mars 2019, le gouvernement vénézuélien a rendu compte de l'attaque contre le système électrique vénézuélien, en particulier contre El Guri, la principale centrale électrique, qui a laissé le pays entier sans électricité pendant cinq jours. L'attaque s'est déroulée en trois phases :

a) une cyber attaque contre le système automatisé de la centrale hydroélectrique d'El Guri

b) une autre attaque électromagnétique en se servant d'équipements mobiles à haute fréquence

c) ; enfin, une attaque physique contre des sous-stations et des centrales électriques sensibles.

Cette situation s'est répétée à la fin du mois, avec l'introduction de virus dans les systèmes informatiques qui régulent le service électrique. Cela s'est accompagné de plusieurs attaques physiques avec des armes de guerre sur les lignes de transport de l'énergie électrique.

Ces agressions, aux caractéristiques multiformes, ont produit des effets importants qui ont causé la destruction de plusieurs équipements. Elles ont aussi provoqué l'interruption des processus couplés à l'approvisionnement en électricité, processus qui sont nécessaires pour que différents services puissent continuer à fonctionner.

*Forbes*, un magazine publié aux États-Unis, spécialisé dans le monde des affaires et de la finance, a déclaré que non seulement que cette cyber attaque était possible mais qu'elle avait bien eu lieu contre le système électrique : « l'idée qu'une nation étrangère manipule le réseau électrique d'un adversaire pour imposer une transition gouvernementale est très réelle ».

Le 26 mars 2019, le président américain Donald Trump a signé un décret pour défendre les EU contre des attaques ou des événements utilisant des impulsions électromagnétiques qui pourraient perturber, dégrader et endommager la technologie et les infrastructures nord-américaines. Les impulsions électromagnétiques d'origine humaine ou naturelle peuvent en effet affecter de vastes zones géographiques, modifier des éléments essentiels à la sécurité et à la prospérité économique d'un pays. Elles sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le commerce et la stabilité mondiale.

8. Le 9 avril 2019, l'Organisation des États américains (OEA) a approuvé le "remplacement" du représentant légitime du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela par un opposant propulsé par les États-Unis. Or il faut savoir que le Conseil permanent de l'OEA n'a pas le pouvoir de reconnaître des gouvernements, ni de choisir ceux qui doivent représenter un pays au sein de cette organisation multilatérale, puisque nul ne peut imposer à un État de reconnaître un autre État ou un gouvernement. Il s'agit d'un droit souverain auquel on ne peut déroger.

Dans aucun des articles de la Charte de l'OEA, il n'est stipulé qu'une autorité légitimement nommée par un gouvernement souverain puisse être remplacée par une décision du Conseil permanent ou par une "résolution" soumise au vote de la majorité de ses membres pour

approbation. Ce type de substitution ne saurait être accepté en droit ni être avalisé par l'OEA. De plus, aucun article ou document émanant de cette organisation n'autorise la reconnaissance d'un président "autoproclamé".

A ces pressions et ces agressions, s'ajoutent à tous les autres ingrédients de la guerre de basse intensité qui ont été expérimentés pour renverser le gouvernement légitime du président Nicolas Maduro.

Heureusement, le 27 avril 2019, le Venezuela a décidé de cesser d'appartenir à cette organisation multilatérale selon une procédure que ce pays avait initiée en 2017 avec la dénonciation de la Charte de l'OEA.

## Conclusions

Les conspirations, les complots, le chantage, le pillage et les mesures coercitives des États-Unis contre le Venezuela, ses agressions dans les domaines économiques, politiques, sociaux, militaires, technologiques et dans celui des communications ne cesseront pas à court terme. Les USA affirment que « toutes les options », y compris l'option militaire, « sont mises sur la table ».

La force du processus révolutionnaire réside dans la cohésion qui existe entre le peuple, la Force Armée Nationale Bolivarienne et le gouvernement. Cette union ne doit pas être négligée.

Les gouvernements des États-Unis, ceux de l'Europe et d'une partie de l'Amérique Latine ignorent les forces unitaires qui existent au Venezuela. Ils oublient l'existence d'une force armée nationale et celle d'une milice formée par des citoyens armés. Militaires et miliciens cohabitent et développent conjointement des programmes sociaux pour résoudre les problèmes. Ils le font en collaboration avec des conseils communautaires, avec le système des grandes « missions ». Ils participent à de nombreux programmes d'assistance à caractère social.

Contrairement aux politiques des gouvernements de droite ou même dits "progressistes" du monde occidental, il existe au Venezuela des politiques que le peuple lui-même élabore, contrôle et exécute.

Les gouvernements du commandant Hugo Chávez et du président Nicolás Maduro ont rendu possible la visibilité d'un peuple condamné à l'oubli et à la marginalité. Le secteur populaire a été intégré dans un grand ensemble social. Il participe à l'élaboration des programmes, des politiques et des actions, à conditions égales avec le gouvernement qui tient compte des propositions de ces communautés populaires.

Ce peuple, que les États-Unis, l'Union Européenne, certains gouvernements d'Amérique Latine ainsi que la bourgeoisie vénézuélienne elle-même refusent de voir, est un peuple qui maintient un lien d'unité entre civils et militaires autour du gouvernement révolutionnaire du président Nicolás Maduro.

Les médias, les groupes de renseignements policiers aux États-Unis et en Europe, les propriétaires terriens et la bourgeoisie en Amérique Latine ont cherché à diviser cette union qui réunit civils et militaires ainsi que les organisations populaires organisées en *collectifs* (*colectivos*) qu'ils considèrent avec mépris.



Ils ont expérimenté tous leurs outils pour renverser le gouvernement du président Nicolás Maduro. Ils ont tenté de provoquer une “guerre civile”. Ils se sont servis des médias pour créer des sortes de modèles qui diffusent des opinions négatives à l’encontre du Venezuela. Ils s’efforcent de miner la crédibilité de la structure du gouvernement et de la Force Armée Nationale Bolivarienne. Ils ont élaboré des lois et dicté des résolutions extraterritoriales pour s’ingérer dans les affaires intérieures du Venezuela.

De même, ils ont comploté au sein d’organisations internationales pour sanctionner et attaquer le Venezuela. Ils ont créé un gouvernement parallèle dirigé depuis l’étranger, volé des millions de biens appartenant aux Vénézuéliens, saboté leurs industries pétrolières, gazières, minières, électriques, hydrauliques, alimentaires et même médicales. Ils ont provoqué une importante migration de cadres et de spécialistes. Mais un secteur majoritaire de la population vénézuélienne résiste et ne cède pas.

Qui peut ignorer qu’une guerre de nouvelle génération est en cours au Venezuela avec des armes sophistiquées, telles que l’utilisation d’impulsions électromagnétiques pour interrompre l’approvisionnement en électricité du pays ? Qui peut fermer les yeux face au vol massif de la monnaie nationale, au blocus qui empêche l’acquisition des matières premières nécessaires et de médicaments. Comment oublier le gel des comptes bancaires vénézuéliens qui servent et qui serviront au recrutement de mercenaires ? Comment passer sous silence les plans pour créer des divisions, tel l’argent versé pour corrompre des militaires et des diplomates afin qu’ils répandent dans les médias une image négative de la situation du pays – images toujours fabriquées sur le même moule ?

Les éléments utilisés dans cette guerre de quatrième génération se développent de façon conjointe pour créer le chaos, rendre les structures étatiques vulnérables, créer de l’incertitude et du mécontentement dans la population.

Le Venezuela a subi toutes ces attaques et beaucoup doivent encore être vaincues.

Le gouvernement du Président Nicolás Maduro a cherché des alliances et l’aide de gouvernements amis pour résoudre et surmonter les agressions incessantes dans les domaines économiques, industriels, financiers, sociaux, militaires et diplomatiques.

Le Venezuela a suffisamment de ressources et d’infrastructures et n’a pas besoin de l’“aide humanitaire” des États-Unis. Ce dont il a besoin, c’est qu’ils libèrent les ressources économiques qu’ils ont bloquées, gelées et volées. Il faut que les États-Unis abandonnent leurs politiques d’ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela et que l’État colombien contribue au contrôle de ses frontières afin d’éviter l’infiltration du paramilitarisme et du trafic de drogue.

Il n’y a pas de “crise humanitaire” au Venezuela, comme voudraient le faire croire les médias, mais des pressions punitives, un blocus économique et financier qui empêche le libre développement des politiques économiques et sociales du gouvernement en faveur du peuple vénézuélien.

Le Venezuela n’est pas prêt à accepter l’ingérence étrangère ni à tomber dans la provocation qui aboutirait à déclencher une guerre civile. Il ne veut pas que se répètent sur son sol les expériences de la Yougoslavie, de l’Irak, de la Libye ou de la Syrie : autant de pays dont les blessures restent encore ouvertes,

Les Vénézuéliens savent que la voie à suivre, quelles que soient les circonstances, devrait être celle de la paix.

Javier Alexander Roa

Article original en espagnol : [Análisis de las medidas coercitivas contra Venezuela](#), Mision Verdad, le 5 mai 2019.

*Traduction libre par Daniel Vives Simorra*

Photo en vedette : [Siège du département du Trésor des États-Unis à Washington](#)

Javier Alexander Roa est diplomate, écrivain et poète. Il vit actuellement à Damas, en Syrie.

La source originale de cet article est [Mision Verdad](#)  
Copyright © [Javier Alexander Roa](#), [Mision Verdad](#), 2019

---

Articles Par : [Javier Alexander Roa](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)